

*Les crédits*

• (1740)

Si on examine les raisons qui entourent la mauvaise gestion, on se rend compte du manque de logique du gouvernement conservateur au pouvoir. Après le discours du Trône, le budget constitue, comme on le sait, le premier document qui donne une image globale de la volonté politique du gouvernement. Il reflète la position financière du gouvernement. Son influence sur les programmes et leur gestion et les conséquences sur le déficit et la dette sont indéniables.

Le budget comporte généralement un ensemble disparate de données statistiques, de prévisions économiques et au cours des neuf dernières années, on a eu droit à certaines rhétoriques conservatrices. Ces données sont censées expliquer aux Canadiens et aux Canadiennes en des termes simples et faciles à comprendre comment les mesures prises par le gouvernement en matière de réglementation, y compris la politique monétaire de la Banque du Canada—et Dieu sait qu'on en a souffert de cette politique monétaire à intérêts élevés—donc, comment tout cela contribue aux objectifs visés par un bon gouvernement qui a pris des décisions d'une façon limpide dans l'intérêt général du public.

Au cours des dernières années, le vérificateur général du Canada en a longuement fait état dans ses rapports, et plus particulièrement dans son rapport annuel de 1991, où il recommandait une solution devant permettre au gouvernement de faire connaître à l'ensemble de la population, de façon informative et efficace, les résultats de ces politiques monétaires et fiscales.

Il recommandait une carte de pointage. Ce n'est pas tellement compliqué; le vérificateur général proposait au gouvernement de préparer et de publier, dans un rapport financier annuel, une carte de pointage qui informerait les Canadiens et Canadiennes des résultats de son plan d'action visant à réduire le déficit. Ces cartes de pointage compareraient les résultats obtenus avec les prévisions budgétaires. Je trouve regrettable que le gouvernement n'ait pas jugé utile, à ce jour, une telle carte de pointage pour que les Canadiens et les Canadiennes comprennent mieux les objectifs et les difficultés auxquels on fait face.

Le député d'Acadie—Bathurst a très bien expliqué l'ensemble du problème, et il vaudrait la peine que certains députés relisent son allocution. Si le gouvernement avait mis en pratique cette recommandation du vérificateur général du Canada, il aurait pu éviter les écarts désastreux auxquels il est parvenu dans ses prédictions des dernières années en ce qui a trait au déficit, par exemple. Le gouvernement a perdu beaucoup de crédibilité parce qu'ils sont incapables de prédire comme il se doit ce qui se produira l'an prochain ou l'année suivante.

Par exemple, en février 1991, le gouvernement prévoyait que le déficit annuel pour 1991-1992 représenterait 30,5 milliards de dollars. Un an plus tard, c'est-à-dire onze mois après le début de l'exercice 1991-1992, le gouvernement signalait que le déficit annuel serait de 31,4 milliards. Et pourtant, lorsque les états financiers ont été publiés l'automne dernier, le déficit réel avait atteint 34,6 milliards de dollars, soit un écart de plus de 13 p. 100 entre ce qui avait été prévu et la réalité, écart équivalant à plus de 14 milliards de dollars dans les prévisions du ministère des Finances. Il ne faut pas la tête à Papineau et des modèles économétriques très très sophistiqués pour réussir si maladroitement à prévoir la taille du déficit. Ils ont tout l'équipement nécessaire, tous les experts, mais ils ne sont pas capables de nous donner les chiffres comme il faut.

• (1745)

Dans le secteur privé, la personne qui ferait preuve d'une telle incompétence serait remerciée de ses services sur-le-champ. Voilà huit ans que nous tolérons ce gouvernement incapable de bien gérer cette dette nationale. Je reconnais la magnitude, la grandeur de la dette; je reconnais que l'intérêt composé est un problème. Je reconnais qu'au commencement c'est doux quand ça part, une dette, mais à mesure que ça va, ça agrandit, parce que l'intérêt sur l'intérêt, ça coûte cher. C'est cela qui est le problème. Mais le gouvernement n'a pas expliqué aux Canadiens et aux Canadiennes l'ampleur du problème. Et, pressé qu'il était de se justifier sur l'écart disproportionné de ses prévisions, le gouvernement conservateur n'a jamais été en mesure de fournir les explications adéquates qui auraient permis d'améliorer ses projections futures, par conséquent d'éviter les mêmes erreurs.

Pour réduire le déficit, les Conservateurs ont privilégié les compressions budgétaires, sans au préalable établir des priorités. Le gouvernement n'a pas compris que le déficit, l'emploi, la croissance économique, l'inflation, la fiscalité, la bonne gestion sont interdépendants et qu'il faut donc des politiques équilibrées et coordonnées pour sortir le pays du marasme dans lequel nous nous trouvons.

Avec une si mauvaise expérience à prédire les impacts budgétaires, de ses mauvaises décisions, qui peut croire que ce gouvernement dit vrai lorsqu'il nous dit que le déficit se situera à 8 milliards en 1997-1998, dernier budget. Je pense qu'on peut mettre en doute cette projection. En outre, qui voudrait croire les candidats à l'investiture conservatrice actuellement qui promettent de supprimer le déficit en quatre ou cinq ans, suivant qui vous écoutez, sans instauration de nouvelles taxes, sans augmentation de nouvelles taxes? Il faudrait qu'ils s'ex-